

**Dominique Baudis**

**Changement climatique et mutations culturelles**

Conférence sur « Les Ressources Culturelles  
de la Lutte contre le Changement Climatique »  
Taipei, 4 Octobre 2008

<http://www.erenlai.com/index.php?aid=1839&lan=3>



## **Changement climatique et mutations culturelles**

***Intervention de Dominique Baudis, Président de l'Institut du Monde Arabe,***

Laissez-moi tout d'abord vous remercier de m'avoir invité à participer au colloque que vous organisez aujourd'hui. Il n'est pas si fréquent d'évoquer les questions liées au développement durable et au changement climatique à partir d'une perspective culturelle, et moins encore interculturelle. Que Taiwan fasse ainsi l'inventaire de ses ressources propres - ses traditions et son inventivité - pour confronter les défis qui mobilisent la communauté internationale, c'est là une initiative remarquable dont on doit s'inspirer ailleurs. Et le rôle joué dans cet éveil par une collectivité territoriale comme le comté de Taipei montre bien la fonction éminente jouée par la démocratie locale dans pareille mobilisation. Je suis heureux d'être là aujourd'hui pour apprendre avec vous, pour partager réflexions et expériences, heureux aussi d'être appelé à réfléchir sur ce qu'ont pu m'enseigner mon expérience française et européenne comme mon engagement présent dans le dialogue avec le monde arabe.

Que le changement climatique déjà enregistré depuis quelques décennies soit dans une proportion significative un produit de l'activité humaine, voilà désormais un fait avéré. Les variations naturelles du climat, dues d'abord à celles de l'activité solaire pour la très longue période et au volcanisme pour la courte période, sont désormais dépassées par les effets des gaz à effet de serre. Si les évaluations de l'ampleur et des conséquences du réchauffement font encore débat, on s'accorde désormais à voir dans cette évolution une menace globale de première ampleur. Les changements subis par les milieux naturels peuvent en perturber (voir en rompre totalement) les équilibres fragiles, et affecter ainsi durablement l'espèce humaine. Poser pareille affirmation, ce n'est pas céder au catastrophisme, c'est prendre au sérieux les observations rapportées par les biologistes, chimistes, climatologues ou géographes, peser les faits et les risques sans les dramatiser, et c'est conclure que notre futur et celui de nos descendants est largement entre nos mains. Nous pouvons du reste prendre cette conclusion comme une bonne nouvelle : nous sommes donc en partie capables de modifier les données qui conditionnent ce futur – en partie seulement puisque les gaz à effets de serre déjà présents dans l'atmosphère feront sentir encore leur présence durant quelques décennies, quelques siècles et même quelques millénaires pour certains d'entre eux, et cela quoi que nous fassions dès à présent.

Les activités humaines productrices de gaz à effet de serre, et donc facteurs directs de réchauffement climatique, ont leur origine dans la révolution industrielle initiée il y a déjà cent cinquante ans. Progressivement, s'est imposé, généralisé et développé à l'extrême un mode de production qui a permis à l'humanité de remporter bien des conquêtes – conquêtes dont l'accroissement de la population humaine est à lui-même un témoignage – tout en rencontrant des limites structurelles. Maintes fois annoncées dans le passé, ces limites sont désormais tangibles. D'après l'Agence Internationale de l'Energie, les émissions mondiales de CO2 d'origine fossile sont causées à quarante pour cent par la production d'énergie, à vingt-cinq pour cent par l'industrie, à vingt-cinq pour cent par les transports, et le reste par les autres activités, dont le chauffage.

La production de gaz à effet de serre par tête d'habitant reste étroitement corrélée au degré de développement des pays. L'Australie, les Etats-Unis et le Canada restent les plus gros « pollueurs par habitant ». L'Inde, le Burkina ou même le Mexique ne produisent qu'une petite fraction de ce que les trois premiers pays cités émettent. Or le mode de consommation et le niveau de vie des pays les plus riches servent de référence au reste de la planète, généralisant des comportements qui, mis bout à bout, semblent faire du réchauffement climatique

et de ses conséquences sur le milieu et notre espèce une fatalité inéluctable. Le développement économique se traduit aujourd'hui par une augmentation forte des émissions. On le voit très clairement pour la Chine, devenue sans doute en termes globaux le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, mais c'est vrai partout. Un exemple en Europe : l'émergence économique de l'Espagne au cours des quinze dernières années s'est accompagnée d'une hausse des émissions de quarante pour cent par habitant.

A la lumière de ces données, on comprend l'âpreté des débats qui entourent les négociations internationales sur le sujet. Les pays émergents reprochent aux pays occidentaux d'avoir été, et de loin, les plus importants producteurs de gaz à effets de serre depuis un siècle et demi, de rester les plus gros émetteurs par tête d'habitants, et de protéger leur style de vie tout en prétendant en interdire l'accès aux autres. Des années de discussions et l'ébauche de mécanismes internationaux ont toutefois amélioré les termes du débat et la compréhension réciproque. Certes, l'accord trouvé entre pays émergents et le groupe du G8 lors de la rencontre tenue au Japon en juillet reste vague et insatisfaisant, néanmoins son libellé permet d'augurer favorablement de la conclusion, vers 2010, d'un accord international qui prendra la suite du protocole de Kyoto. Ledit protocole était lui-même une annexe aux conclusions de la Convention sur le Changement Climatique adoptée lors du « Sommet de la Terre » à Rio en 1992.

A l'évidence, le changement climatique n'est pas qu'une simple conséquence de problèmes techniques. Il est lié à un système de valeurs et de modes de comportements. Ces systèmes et ces modes de vie constituent une culture globale partagée. Ils fondent un type de développement qui s'est imposé partout. En même temps, l'inventivité qui marquera nos réponses puisera ses sources dans la redécouverte, la réinterprétation ou peut-être même la création de ressources culturelles alternatives, susceptibles de faciliter les adaptations sociales, techniques et économiques par lesquelles nous gèrerons au mieux les défis posés par la menace climatique tout en suscitant en même temps l'émergence d'une société internationale plus responsable et solidaire.

Je vous propose trois axes de réflexion afin de cerner les termes du débat :

1 - Quel lien y'a t-il entre « culture » et « climat » ?

2 – Comment une communauté locale peut-elle prendre sa part dans la gestion d'un enjeu complexe et global en liant « climat global » et « culture locale ».

3 - Enfin, le rôle que j'assume à l'Institut du Monde Arabe, m'amènera à quelques réflexions sur le sujet qui nous rassemble, illustrant ainsi l'importance de l'interculturel dans l'édification des mécanismes globaux qui nous permettent de relever ce défi universel.

## **Cultures et climat**

Il y a bien des façons d'aborder le lien entre cultures et climat. Après tout, c'est là une vieille question de la science politique. Montesquieu, au dix-huitième siècle, systématisait la « théorie des climats », déjà esquissée durant l'Antiquité grecque et latine, et postulait une relation de causalité entre les types de régime politique et la latitude sous laquelle tyrannie, démocratie ou despotisme s'exerçaient. L'argument aujourd'hui nous fait sourire, et il était déjà fortement critiqué par un philosophe qui suivit de près Montesquieu, Volney : « Que veut-on dire par pays chauds ? Où pose-t-on les limites du froid, du tempéré ? Que Montesquieu le déclare, afin que l'on sache désormais par quelle température l'on pourra déterminer l'énergie d'une nation, et à quel degré du thermomètre l'on reconnaîtra son aptitude à la liberté ou à l'esclavage. » Cela dit, une culture est partiellement façonnée par les conditions climatiques qui sont les siennes, même s'il est tout aussi vrai que ces conditions changent quelque peu avant les époques – ainsi, les frontières du désert avancent ou reculent dans l'histoire.

L'important est ailleurs : nos modes de consommation et de production sont liés à des systèmes de valeur qui, en fin de compte, déterminent les choix que nous effectuons quant à notre modèle de développement, et donc à notre capacité à limiter les effets de l'activité humaine sur le climat. Jean-Marc Jancovici qualifie la lutte contre le changement climatique de « projet qualitatif pour canaliser notre activité productrice », et il ajoute : « Depuis que l'homme a vaincu la faim (il n'y a plus aucune famine sur terre qui ne soit pas la conséquence d'une guerre

ou d'une oppression politique), la maladie (quel que soit le pays, l'espérance de vie est aujourd'hui exceptionnellement inférieure à 50 ans, qui était celle d'un Français de 1900 et deux fois celle d'un Français d'il y a quelques siècles), le froid et les prédateurs, nous n'avons plus d'objectif tout désigné par une contrainte forte, et une large fraction de notre activité moderne est finalement une manière que nous avons choisie de 'passer le temps' : fabriquer des téléphones mobiles, des tapis de bain, des logiciels, des plats cuisinés surgelés ou des baskets clignotantes ne vise pas à satisfaire un besoin vital, et il me semble que tout cela est parfaitement arbitraire si notre existence en tant qu'espèce dominante du moment, vivant une vie confortable, est en jeu, ce qui me semble bien être le cas.<sup>1</sup> » On peut trouver un peu d'exagération au propos, mais il désigne bien l'enjeu : notre système de valeurs conditionne l'échelle de nos choix. Il nous pousse soit vers l'accumulation des biens matériels soit, à l'inverse, vers une vie économe et équilibrée (marche à pied plutôt que court trajet en voiture, temps passé avec des amis plutôt que l'addiction aux gadgets électroniques, manger des produits de saisons plutôt que des fruits ou des légumes transportés par avion depuis de lointaines latitudes, ne pas rouler dans des voitures surpuissantes capables d'aller deux fois plus vite que les vitesses autorisées), ces comportements détermineront notre capacité à lutter contre le changement climatique. Pour le dire autrement, nos « désirs » ont des prix très différenciés en termes d'émissions de gaz à effets de serre...

Notre système de valeurs ne détermine pas seulement notre « trace carbone », mais aussi notre capacité à nous adapter à des conditions nouvelles : une même modification climatique sera susceptible d'avoir des conséquences bien différentes selon les degrés de préparation, de résistance ou de faculté de restauration de la société qui s'y trouve confrontée. La capacité à partager, à débattre et à réfléchir ensemble, à gérer avec sagesse l'environnement naturel en mutation, à faire des choix énergétiques cohérents, voilà les capacités sociales qui permettront de réagir judicieusement aux changements que nous devons de toute façon affronter.

Dernier point à souligner lorsqu'on réfléchit au lien entre culture et climat : l'enjeu du changement climatique modifie notre culture globale, la perception de notre appartenance à une même communauté humaine. Le changement climatique accroît tout à la fois la chance de voir émerger une véritable société internationale et le risque de voir encore se durcir le « choc des civilisations. »

La chance de voir la gouvernance mondiale se constituer pleinement tient à la nécessité absolue de la voir advenir : un seul lieu d'émission pouvant affecter l'atmosphère tout entier, tous les pays doivent diminuer leurs émissions en même temps, faute de quoi un seul récalcitrant peut réduire à néant les efforts de tous les autres. Point d'autre façon de procéder, donc, que de tenter de mettre au point un objectif collectif accepté par tous.

Quant au risque de voir se durcir le choc des civilisations, il tient au transfert ou à la raréfaction de ressources liés au changement climatique, avec des conflits potentiels pour l'accès à l'eau ou aux territoires fertiles, accompagnés peut-être de migrations de « réfugiés environnementaux ». Dans un tel contexte, les ressentiments liés à l'histoire, aux religions, aux conflits d'identité prendront une importance accrue. En résumé, le réchauffement climatique radicalise les enjeux de coexistence entre cultures et nations.

### **Le rôle des communautés locales et des ensembles urbains**

Inextricablement lié à la révolution industrielle, le développement des villes s'est d'abord cantonné au monde occidental avant de se propager à l'ensemble de la planète : la majorité de la population mondiale vit désormais en zone urbaine contre 14% seulement en 1900. Ce n'est pas là forcément une mauvaise nouvelle : en fait, la ville, affirment bien des analystes, peut devenir un lieu privilégié de la lutte contre le changement climatique. La rationalisation du système de transport en commun, de l'épuration des eaux, de la distribution d'énergie l'attestent déjà. La construction expérimentale d' « immeubles verts » produisant l'énergie qu'ils consomment est un autre pas en avant. La ville est aussi un lieu de circulation maximale d'information, d'invention, de débat collectif, et peut ainsi générer bien des avancées. Beaucoup dépendra donc du citoyen, de l'environnement que

---

<sup>1</sup> *L'avenir climatique*, Seuil, 2002, pp.140-141.

les décideurs forgeront pour lui, de la conscience collective qui sera la sienne. A cet égard, le rôle des édiles locaux est essentiel. Lorsque j'étais maire de Toulouse j'ai dû me battre pour imposer un système de métro innovant, parce que je croyais fermement que cette solution technique désengorgerait nos rues et épurerait notre air. La suite a prouvé que tel était bien le cas, et les résistances ont été totalement dépassées. L'aménagement du centre-ville, les connexions entre le centre-ville et les banlieues, le mode de collecte des ordures ménagères, leur tri, leur valorisation, la rénovation des systèmes de conduite des eaux... A chaque fois, se profilent là des enjeux, en partie techniques, en partie politiques; car il s'agit toujours de questionner les intérêts acquis et les points de vue particuliers pour bâtir ensemble une ville à la fois plus hospitalière, plus équilibrée et plus humaine. Il revient aux édiles de bien présenter les choix, de donner aux citoyens des éléments de réflexion qui leur permettent d'appréhender, dans la diversité de leurs points de vue, comment satisfaire le « bien général ». Mon expérience locale m'a appris qu'on ne se trompe jamais en pariant sur la capacité des citoyens à réfléchir et à débattre. C'est la démocratie urbaine qui fera émerger les villes responsables de leur avenir, compactes, solidaires et porteuses d'un projet environnemental innovant.

La recherche du bien général peut parfois prendre la forme de référendums locaux, pour autant que la question en jeu soit clairement formulée et introduise un véritable choix. Sans doute est-ce une bonne façon de trancher dans des situations difficiles, quand la lutte contre le réchauffement climatique exige des sacrifices (usage de l'automobile, prix de l'eau, choix de tel investissement plutôt que tel autre...). Aux citoyens alors, dûment informés, d'énoncer l'échelle de leurs priorités et de leurs valeurs... et d'en tirer les conséquences.

### **Le monde arabe et la recherche d'un partenariat global contre les effets du réchauffement climatique**

J'en viens maintenant aux ressources que peut apporter à la communauté internationale l'insertion pleine et active du monde arabe dans la lutte contre le réchauffement climatique. Laissez-moi débiter avec une citation, empruntée à Montgomery Watt :

" Quand on se rend compte de toute l'étendue des domaines que les Arabes embrassèrent dans leurs expérimentations scientifiques, leurs pensées et leurs écrits, on voit que, sans les Arabes, la science et la philosophie européennes ne se seraient pas développées à l'époque comme elles l'ont fait. Les Arabes ne se contentèrent pas de transmettre simplement la pensée grecque. Ils en furent les authentiques continuateurs [...] Lorsque vers 1100, les Européens s'intéressèrent à la science et à la philosophie de leurs ennemis sarrasins, ces disciplines avaient atteint leur apogée. Les Européens durent apprendre d'eux tout ce qu'on pouvait alors apprendre, avant de pouvoir à leur tour progresser eux-mêmes. "

C'est dire qu'il est dans le monde arabe un répertoire sapientiel, scientifique et technologique qui doit être mobilisé lorsqu'il s'agit de repenser les rapports entre l'homme et son environnement. En outre, si le monde arabe ne se réduit pas à l'Islam il y est très majoritaire, et l'Islam a sur le sujet qui nous occupe une réflexion philosophique et théologique originale. Son origine se trouve sans doute dans le principe fondamental d'unicité (*tawhîd*), lequel fonde à la fois un strict monothéisme et l'affirmation de l'unité ultime de toutes les composantes de la création. L'homme est alors invité à participer pleinement au monde social et naturel en y assumant sa propre nature. La vie de l'individu, celles de la société et de la Nature ne sauraient être séparées.

L'homme, dit l'Islam, exerce une « vice-régence » (*al-khilâfa*) sur la terre et les créatures. Il n'en est pas le maître, mais seulement le dépositaire. Des pratiques concrètes découlent de cette vision du monde : attitude de révérence, de juste mesure et d'équilibre vis-à-vis de l'ensemble de la création. Religion révélée sur une terre austère, aride, qui ne permet pas de gaspillage, l'Islam abonde en prescriptions quant à la prohibition du gaspillage, au traitement des animaux ou encore à la gestion de l'eau.

Pour autant, le monde arabe, comme toutes les civilisations, n'a pas toujours agi selon ses principes, et il porte sa responsabilité dans la dégradation de notre patrimoine naturel. Surtout, la sincérité des efforts du monde arabe dans cette tâche globale est souvent questionnée, du fait du rôle absolument majeur joué par le pétrole dans l'économie de nombre de ces pays. Historiquement, ce questionnement n'est pas sans raison. Mais – il faut y insister - la situation est en train de changer : bien des experts, au sein même des pays pétroliers, plaident pour une gestion parcimonieuse des ressources restantes, les hydrocarbures n'étant pas seulement une source d'énergie mais ayant d'autres usages industriels. Désormais, nous ne sommes plus en situation de « concurrence » entre le pétrole et d'autres sources énergétiques.

Du nouveau climat qui s'instaure témoigne le lancement récent de l'Union pour la Méditerranée, lancée à Paris les 13 et 14 juillet derniers :

L'Union pour la Méditerranée propose une nouvelle méthode. Elle part de « projets concrets ». Les projets doivent répondre à deux principes : celui du partenariat égalitaire d'abord, exigeant que les projets soient définis et proposés conjointement par les pays de la rive sud et de la rive nord ; celui de la géométrie variable ensuite, permettant de ne réunir sur un projet concret que les pays volontaires.

Parmi les secteurs prioritaires d'ores et déjà retenus : l'environnement, l'énergie renouvelable, la protection civile, l'enseignement, la formation, la culture. Est notamment en cours un « plan soleil » qui permettra de développer très fortement la production d'énergie solaire sur le versant sud de la Méditerranée.

Les efforts ainsi lancés pour faire de la Méditerranée une région pilote dans l'approche des problèmes environnementaux ne datent pas d'hier : dès 1978, une convention-cadre, la convention de Barcelone, a été adoptée par les pays riverains de la Méditerranée afin de mieux protéger l'environnement. En 2005, l'objectif de dépolluer cette mer à l'horizon 2020 avait été avalisé par les chefs des Etats concernés. Mais ces initiatives n'ont guère trouvé, à ce jour, de traduction concrète. L'Union fournit un cadre propice aux avancées décisionnelles et aux financements innovants.

Mer semi-fermée, la Méditerranée est particulièrement vulnérable aux pollutions : 60 % des villes rejettent leurs eaux usées à la mer sans traitement. Les pollutions de l'intérieur des terres, qu'elles émanent des villes ou des zones agricoles, y aboutissent via les fleuves. Les polluants chimiques d'origine industrielle s'accumulent dans les organismes de la faune marine. Ces pressions s'accroîtront fortement : 100 millions d'habitants supplémentaires peupleront le bassin méditerranéen d'ici à vingt ans. D'où l'urgence de changer radicalement le mode de gestion environnementale de cette région. Si le partenariat entre le monde arabe et l'ensemble européen ainsi mis en place s'avère fructueux nous aurons certainement là un modèle de coopération internationale, mais aussi un exemple de la façon de valoriser les ressources culturelles que les pays arabes peuvent offrir à la communauté globale.

Permettez-moi une observation supplémentaire : Qui sait ? Peut-être un plan de gestion environnementale du Détroit de Taiwan et de ses rives, la mise en valeur des ressources éoliennes, la dépollution des eaux marines et d'autres priorités semblables pourraient-elles s'inscrire dans les efforts actuellement menés pour nourrir une approche positive et pacifique entre la Chine et Taiwan ? Un « Plan écologique pour le Détroit de Taiwan » serait tout à la fois facteur de paix, par la création d'intérêts communs, et une contribution remarquable par l'ensemble de la communauté internationale. Il serait, me semble-t-il, de l'intérêt de Taiwan d'en prendre l'initiative.

Voilà donc, chers amis, quelques éléments de réflexion destinés à nourrir le débat qui s'ouvre aujourd'hui. J'en ai la conviction : paradoxalement, le défi du changement climatique constitue une chance pour la communauté internationale s'il nous retourne vers les racines de nos comportements, s'il nous permet d'examiner à neuf nos

valeurs et nos priorités, s'il nous permet enfin d'inventer de concert un modèle de développement humaniste et durable, créateur de solidarités inédites entre nations, régions et cultures du globe. Les enjeux qui nous réunissent aujourd'hui dépassent donc les groupes, les traditions et les intérêts que nous représentons. Pussions-nous, Taïwanais et invités venus d'ailleurs, contribuer activement, dans les forums auxquels nous participons et les communautés qui sont les nôtres, à l'émergence des innovations culturelles qu'appellent les défis qu'il nous faut affronter ensemble.